

EUROPE ECOLOGIE LES VERTS AU GOUVERNEMENT : L'INACCEPTABLE ACCOMPAGNEMENT DU NUCLEAIRE !

Il semblerait que rien, pas même les conséquences effroyables de la catastrophe de Fukushima toujours en cours, ne puisse infléchir le positionnement d'EELV sur le nucléaire. Ce positionnement "écolo" sur l'industrie nucléaire, on le constatait déjà lors des présidentielles de 1974, avec une demande de René Dumont pour un moratoire sur les projets de centrales. Un moratoire, une simple suspension provisoire.

Puis Dominique Voynet, Ministre verte à l'Environnement et à l'Aménagement du Territoire (de la "Gauche plurielle" à partir de 1997), signalait l'extension de l'usine MELOX, productrice de MOX, et l'installation à Bure d'un "laboratoire" d'étude du stockage des déchets radioactifs à vie longue.

Les verts siégeant au conseil régional PACA ne s'opposèrent pas vraiment au projet ITER, mais signèrent en décembre 2006 le principe de « *1 euro pour lter, 1 euro pour les renouvelables* ».

En novembre 2009, les élus verts au Parlement Européen, quant à eux, votaient un texte comprenant la résolution suivante : « *... le passage... à une économie à faible intensité de carbone confèrera à l'énergie nucléaire un rôle important dans le bouquet énergétique à moyen terme...* »

La revendication depuis 30 ans par les verts d'une sortie progressive du nucléaire, équivalant de fait à une prolongation programmée du nucléaire en France, s'est confirmée sans surprise durant la récente campagne pour les présidentielles de 2012.

Lors d'une de ses interventions, Eva Joly l'exprimait ainsi : une *"sortie en 20 ans pour permettre une montée en puissance des énergies renouvelables... une situation douce pour les Français..."* ...et douce aussi pour Cécile Duflot, désormais ministre d'un gouvernement pro-nucléaire.

Le programme d'EELV pour les législatives de juin 2012 atteint un nouveau degré de renoncement. Il s'agit de *"désintoxiquer nos pays des énergies fossiles et du tout nucléaire"*, légitimant de fait la part du nucléaire dans le mix énergétique français.

Le tribut "symbolique" de la fermeture des deux réacteurs de Fessenheim durant le prochain quinquennat - comme à l'époque de Dominique Voynet la fermeture d'un Superphénix toujours en panne était le tribut pour une "Gauche plurielle" - ne trompe personne. La France, toujours "fille aînée" de l'atome, restera nucléaire en attendant la prochaine catastrophe qui ne manquera pas de se produire et ce, avec la complicité du parti écologiste.

Pourtant, EELV se targue de vouloir moraliser la politique mais continue, dans la droite ligne de l'écologie politicienne et du réformisme, d'accompagner les gouvernements socialistes pro-nucléaires au nom des petites avancées écologiques et surtout, en ce qui nous concerne, au mépris de la vie humaine.

LE NUCLEAIRE : UNE QUESTION ETHIQUE !

Pendant qu'à Tchernobyl, la radioactivité se disperse toujours dans l'environnement, que les populations comme les "liquidateurs" sont laissés à leur triste sort, la situation pour les Japonais, elle aussi, est loin d'être douce. Les rejets massifs de radioactivité se poursuivent et contaminent de façon irréversible le sol, l'air, l'eau et la chaîne alimentaire. Des millions de personnes vivent en territoires contaminés. La centrale nucléaire de Fukushima, ses quatre réacteurs fondus, et les populations restent à la merci d'un prochain séisme aux conséquences terrifiantes sur les piscines encore pleines de combustible nucléaire. Les enfants encaissent des doses de travailleur du nucléaire, ils portent des dosimètres, les autorités continuent de mentir,

mais les 54 réacteurs nucléaires japonais sont à l'arrêt, au moins provisoirement grâce à la population qui fait pression sur les autorités locales contre leur redémarrage, sans revenir à la bougie ni attendre la fameuse "transition énergétique" chère aux politiciens écologistes.

Tous les scénarios Négawatt, de sortie planifiée avec arrêt des plus vieux réacteurs, de diminution de la part du nucléaire dans le mix énergétique français, d'économies d'énergie au nom des sacro-saintes émissions de gaz à effet de serre n'y changeront rien. Les catastrophes nucléaires produisent et produiront des effets irréversibles pour des centaines, des milliers d'années. Elles provoqueront des cancers, des maladies respiratoires, digestives, cardiaques, neurologiques, des mutations génétiques, des zones inhabitables, rayées de la carte, et la remise en cause même de la survie des civilisations humaines.

LA FIN DU NUCLEAIRE N'EST PAS NEGOCIABLE : A DANGER IMMEDIAT, ARRET IMMEDIAT !

Devant l'indigence des propositions des partis politiques de tous bords ou des organisations "écologistes", il faut rappeler que depuis des années, existe en France un point de vue antinucléaire dissident pour un arrêt immédiat du nucléaire.

Nous ne pouvons nous satisfaire de propositions de sortie du nucléaire sur 20 ans, 30 ans ou plus, ni des négociations électoralistes qui au final, ne tiennent aucun compte de la dangerosité inacceptable de cette industrie.

Qui pense encore que la catastrophe nucléaire est impossible en France alors que les autorités s'y préparent, que des scénarios de gestion existent depuis quelques années pour la "phase d'urgence", et maintenant pour une stratégie de gestion post-accidentelle à long terme (le CODIRPA) pour les territoires français dont le sol serait durablement contaminé.

Faut-il attendre un désastre en France avec ses dramatiques conséquences sanitaires, sociales, économiques, pour sortir de cette impasse nucléaire ? Combien de morts, de territoires contaminés, de centaines de milliers de tonnes de déchets radioactifs légués aux générations futures comme dette éternelle avant que l'industrie nucléaire ne soit stoppée définitivement ?

L'arrêt immédiat du nucléaire ne relève pas d'un délire irrationnel, ni d'une utopie. L'arrêt immédiat du nucléaire, c'est du concret, c'est applicable, c'est possible maintenant ! Le Japon nous en donne un exemple tragique mais flagrant. Nous n'avons pas à attendre un hypothétique développement des énergies renouvelables pour une "transition énergétique", en courant tous les jours le risque d'une catastrophe. Des solutions existent : arrêt de la production d'électricité pour l'export, de l'autoconsommation de la filière nucléaire, utilisation maximum des capacités hydroélectriques et des centrales thermiques classiques existantes (à charbon, fioul, gaz). Nous savons que de nouvelles centrales thermiques au gaz ou au charbon peuvent être construites très rapidement, et que le remplacement des centrales nucléaires par du thermique classique n'influera que très marginalement sur les émissions globales de gaz à effet de serre.

Mettre fin au danger des centrales nucléaires n'est pas un problème technique, mais un problème politique et éthique qui dépend de l'exigence de la population vis-à-vis de ses représentants. L'incontournable urgence n'est malheureusement pas d'attendre un changement de société ou de modèle économique pour un monde meilleur. **L'urgence est de sauver nos vies !**

